

p.B.15.21.Youg.(2). - RS/au

Confidentiel*Ala  
in Besuchen  
domme*

## P r o c è s - v e r b a l

des entretiens politiques lors de la visite  
de M. Jaksa Petric, Premier Vice-ministre des Affaires étrangères  
de la R.S.F. de Yougoslavie,  
le 3 avril 1974 à Berne

Aux entretiens, qui se sont déroulés de 09 h.00 à 11 h.15 en  
langue anglaise, ont participé

du côté suisse:Ernesto Thalmann

Ambassadeur, Secrétaire général

Charles Müller

Ambassadeur, Chef de la Division  
politique I

François de Ziegler

Ambassadeur, Chef du Secrétariat  
politique

Karl Fritschi

Suppléant du Chef de la Division  
politique I

Paul André Ramseyer

Collaborateur diplomatique  
(procès-verbal)du côté yougoslave:

Jaksa Petric

Premier Vice-ministre des Affaires  
étrangères de la R.S.F. de Yougoslavie

Vasilije Milovanovic

Ambassadeur, Berne

Milivoje Maksic

Directeur du Département Europe de  
l'ouest

Boris Markusic

Conseiller, Berne

Goran Fejic

Assistant du chef de cabinet de  
M. Petric

- 2 -

M. Thalmann souhaite la bienvenue à M. Petric et suggère, comme le temps est limité, que l'on aille directement "in medias res". Il propose que l'on traite tout d'abord des problèmes bilatéraux, puis que l'on aborde les questions multilatérales.

M. Petric indique qu'il souhaiterait traiter les problèmes multilatéraux d'abord, puis si nécessaire les questions bilatérales, quoi que dans ce domaine, ajoute-t-il, nos relations étant excellentes, nous n'aurons pas à entrer dans de petits problèmes de contentieux qui doivent être laissés à nos ambassades respectives.

M. Petric souligne qu'en matière bilatérale c'est avec plaisir qu'il constate qu'une délégation commerciale yougoslave se rendra à Berne en automne prochain.

M. Petric fait ensuite l'éloge de notre Ambassadeur à Belgrade, - M. Hans Keller - qui a fait beaucoup pour les relations entre la Suisse et la Yougoslavie et qui a toujours été un ami sincère.

#### I. Détente - Relations Est-Ouest:

M. Thalmann fait part de l'honneur que nous avons ressenti à voir notre Ambassadeur accueilli, à l'occasion de son départ, par le Maréchal Tito. Puis il présente son point de vue sur la détente et les divers problèmes qu'elle pose à l'Europe.

M. Petric: Deux super-puissances sont responsables du monde, parce qu'elles sont fortes politiquement et militairement. La Yougoslavie est d'avis qu'il ne faut pas laisser notre destinée dans les mains des deux super-puissances, car la détente qu'elles recherchent à tout prix signifie également - il ne faut pas se leurrer - confrontation. La détente devrait tendre à créer une égalité, un "partnership" entre tous les Etats; mais, comme nous le savons, la détente en soi a créé de nouveaux problèmes pour les deux super-puissances et le reste du monde. Chacune des super-puissances essaie en effet de discipliner ses "clients" dans son "bloc" respectif.



La contribution de la Suisse en tant qu'Etat neutre à la Conférence européenne de sécurité est dans ce contexte fort importante.

L'URSS voit la détente comme la confirmation du statu quo aussi bien en ce qui concerne les frontières que la situation politique. L'URSS cherche à tout prix à avoir une rencontre des Chefs d'Etats cette année encore à Helsinki, afin d'impressionner le peuple soviétique et les divers dirigeants du pays et prouver ainsi que la politique de détente de Brejnev est la bonne. Mais il y a dans la détente, quelque chose de dangereux. L'URSS a été déçue par pas mal de choses dernièrement et les Etats-Unis également. Les Américains n'ont-ils pas essayé de durcir leur ligne dans diverses affaires afin de rendre les questions que les Européens ont à affronter plus difficiles encore? Ils craignent en effet que la détente n'aille à fins contraires et, pour prévenir ces fins qu'ils ne seraient plus à même de contrôler, ils brandissent constamment le danger de l'Armée rouge.

M. Petric, pour donner un exemple de ce qu'a de dangereux cette détente, parle alors longuement du problème de Trieste qui, ces jours derniers, a connu de nouveaux rebondissements. La présence de la 6ème flotte dans l'Adriatique est-elle le fruit du hasard? Non; les Américains, par cet acte, voulaient prouver aux Italiens et aux Yougoslaves qu'ils pouvaient entrer en action quand et où ils le souhaitaient. Ce qui se passe actuellement à Trieste est étrange, car tout avait été résolu il y a 20 ans à Londres. Tout soudainement, Dulci, Directeur politique au Ministère des Affaires étrangères italien, a convoqué l'Ambassadeur de Yougoslavie et lui a remis une note déclarant que la zone B de Trieste était italienne, ce qui est absolument contraire à ce qui avait été décidé à Dubrovnik il y a une année entre Minic et Medici. A Belgrade, on a été étonné de voir qu'en Italie personne souhaitait prendre la responsabilité de la rédaction de cette note; Dulci est allé jusqu'à déclarer qu'il la considérait comme non existante et qu'il était prêt à la retirer, et ce en adressant une nouvelle note.

Toutefois, à la surprise des Yougoslaves, Dulci remit une seconde note identique à la première à l'Ambassadeur de Yougoslavie à Rome. Puis, le Président du Conseil, M. Rumor, tout en déclarant qu'il souhaitait entretenir d'excellentes relations avec la Yougoslavie, ne retira toutefois pas la note.

Pendant tout cet "épisode diplomatique", la 6ème flotte manoeuvrait dans les parages de Trieste en compagnie de la flotte italienne! M. Petric a alors convoqué l'ambassadeur d'Italie et lui a dit que si les Italiens voulaient effrayer les Yougoslaves et les menacer, ils devaient se souvenir que Staline lui-même n'avait pas réussi! Cette affaire démontre qu'il y a des forces cachées qui cherchent à utiliser la détente dans des buts non-avouables. En Yougoslavie on est prêt à tout; le pays reste sur ses gardes quel que soit l'endroit d'où vient la menace.

## II. Pays non-alignés:

M. Petric aborde alors la question du non-alignement. Kissinger, que certains considèrent comme un génie, a une personnalité puissante, sans aucun doute, mais qui recèle quelques ombres. Kissinger voit dans le non-alignement quelque chose de dangereux pour les Etats-Unis. Il s'efforce donc de miner la cohésion des non-alignés car, le non-alignement a pris maintenant racine en Amérique du Sud, dans la sphère d'influence des Etats-Unis. Kissinger n'est pas tendre pour la Yougoslavie, car il voit dans celle-ci l'un des "mentors" des non-alignés.

M. Petric cite les affaires du Chili et de Panama et relève là encore le jeu des Américains. Il cite également le Pérou et la Guyanne qui sont eux aussi exposés aux pressions de Washington. Il est convaincu que dans cette détente entre super-puissances il ne faut pas négliger de voir les dangers latents qui existent et que son exposé a essayé de montrer clairement.



M. Thalmann souligne en ce qui concerne la détente que la CSCE n'est pas très populaire dans notre pays. Les Suisses ne croient pas tellement aux résultats auxquels cette Conférence pourrait aboutir. Il est vrai que la course aux armements continue de plus belle, alors comment parler de détente d'un côté et d'armes de l'autre?

L'URSS a maintenant une grande avance sur les Etats-Unis en matière d'armes conventionnelles. M. Thalmann comprend que les Yougoslaves peuvent être préoccupés par la question de Trieste; la politique de la canonnière est d'ailleurs bien dépassée maintenant, du moins on aurait pu le croire!

M. Thalmann relève que s'il était intéressé par les déclarations sur le non-alignement que vient de faire M. Petric, il a quelques difficultés qu'il nommerait intellectuelles à comprendre l'attitude de la Yougoslavie à l'égard du conflit du Proche-Orient. L'assistance que la Yougoslavie a accordée aux Arabes: les tanks à l'Egypte, les autorisations de survol pour les avions soviétiques, tout cela n'est-il pas en contradiction avec la politique de non-alignement?

### III. Proche Orient:

M. Petric: Le non-alignement n'est pas la neutralité. A Alger, les non-alignés se sont mis d'accord sur le concept de "mutual aid" et "assistance" en cas de danger. Ce concept fait partie intégrante maintenant de la politique du non-alignement. Chaque pays non-aligné s'est engagé en effet à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider un autre pays en danger.

Le droit d'un pays à la légitime défense est un droit reconnu en droit international. Et les pays arabes, en octobre dernier, n'étaient-ils pas en effet en état de légitime défense?

Israël, aidé et soutenu par les Américains, occupe depuis 1967 les territoires qu'il a conquis; cela est absolument contraire

- 6 -

au droit. Les non-alignés sont d'avis qu'il faut aider ceux qui ont été les victimes d'une agression. M. Petric est persuadé que si Israël n'arrive pas maintenant à saisir la chance historique qui est la sienne de résoudre le problème, ce sera alors le désastre. Tito a essayé, dans le passé, de convaincre Nasser et actuellement Assad et Sadate de reconnaître Israël. Tito l'aurait également dit aux Palestiniens à Belgrade tout dernièrement.

Quant au survol du territoire yougoslave par des avions soviétiques durant la guerre d'octobre: Belgrade savait que la guerre engagée était terrible. Les Soviétiques ne pouvaient accepter une défaite des Egyptiens et des Syriens, et de leur côté les Américains ne pouvaient envisager la déconfiture des Israéliens. Le Président Tito a alors déclaré aux Arabes - Petric a été envoyé auprès de Boumedienne - qu'il leur donnait la permission de recevoir les armes dont ils avaient besoin, d'où qu'elles proviennent. La permission n'a donc pas été donnée aux Soviétiques, mais aux Arabes, et d'ailleurs la Turquie et la Grèce, pays de l'OTAN, ont bien dû laisser survoler leur territoire!

M. Thalmann: Pourtant, la plupart des pays de l'OTAN ont refusé de laisser passer les avions américains.

M. Petric note que, tout dernièrement, à Jérusalem, M. Goldmann a déclaré que le meilleur ami des Israéliens était Tito, car lui seul était capable d'influencer les Arabes. En effet, le Gouvernement yougoslave demeure activement engagé à déblayer le chemin qui mène à la paix au Proche-Orient.

Tito aurait cherché à persuader Assad de se rendre à Genève. Il note un certain optimisme chez Sadate à l'égard des Américains et même à l'égard d'Israël; toutefois, Golda Meir et Dayan viennent de confirmer qu'ils n'ont aucune intention de quitter les Hauts du Golan, contradiction donc! Il termine en affirmant que les Arabes doivent rester unis afin d'achever ensemble leur vraie indépendance, aussi bien à l'égard des Etats-Unis que de l'Union Soviétique.



M. Thalmann remercie M. Petric et, tout en se défendant de jouer l'avocat du diable, souligne que lorsque les petites puissances occupent des territoires qui ne sont pas les leurs, ce serait, aux yeux du monde, hautement condamnable, alors que lorsque les grandes puissances le font, c'est tout autre chose....

La Suisse, bien que n'ayant pas eu à voter sur les résolutions de l'ONU, s'oppose, il va de soi, à l'occupation de territoires par la force. M. Thalmann s'interroge au sujet de l'aide des pays non-alignés les uns envers les autres; cela ne va-t-il pas créer un nouveau bloc?

Non, répond M. Petric. Les Américains savent très bien que nos forces sont limitées. Il s'agit d'une entraide mutuelle nécessaire. La Yougoslavie a noté que les Américains, non sans un certain succès, ont essayé au cours de ces derniers mois d'exclure les Soviétiques de l'Egypte; elle craint que les Soviétiques de leur côté ne cherchent à compenser ailleurs leur "éviction". Il faut être vigilant à l'égard des super-puissances, car on ne peut laisser dans leurs mains le destin du monde, sinon il y aura une troisième guerre mondiale plus terrible que tout ce que nous avons connu jusqu'ici et où rien alors ne sera respecté, ni épargné!

M. Thalmann: Une certaine influence morale des non-alignés sur les super-puissances existe-t-elle vraiment?

#### IV. Crise de l'énergie:

M. Petric: Oui, sans aucun doute. Il se réfère dans son affirmation aux décisions sur l'énergie du Sommet d'Alger et à la future conférence qui aura lieu à ce sujet à Dakar. La crise de l'énergie coûte cher et ce n'est pas chose facile. La Yougoslavie est toutefois d'avis que c'est aux pays producteurs de matière première à fixer leurs prix qui doivent toutefois rester en rapport avec les prix des produits finis. La Yougoslavie a joué et jouera un rôle modérateur à ce sujet; elle est d'avis qu'il faut trouver un "modus vivendi", une formule pour aider ceux qui sont les plus



- 8 -

touchés parmi les "sous-développés" par la crise énergétique et la hausse des prix du pétrole et des matières premières. Il envisage la création d'un fonds de solidarité. Il y aura prochainement une conférence au Koweït où une banque sera créée. Il constate que le Koweït a déjà versé plus de 3 billions de dollars dans le "Koweït fund". Le Shah a aussi ses idées à ce sujet et l'OPEP également.

La Conférence de Washington a réuni les privilégiés et cela a été très critiqué à Alger chez les non-alignés.

On a cherché à Alger, et on a réussi, à trouver une formule acceptable pour tous en matière énergétique. On a compris là-bas qu'il y avait un intérêt primordial à harmoniser les points de vue et à établir une base de discussion entre non-alignés; ainsi ces derniers iront à New York à l'Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies avec des idées de base et bien décidés à coordonner leur action. Il reste maintenant à trouver une formule acceptable pour tous les membres des Nations Unies. Il y aura des confrontations; bien naturellement, les "privilégiés" brandiront la carotte ou le bâton suivant le cas, mais les non-alignés se rendent à New York avec confiance et détermination.

M. Thalmann: La question est en effet extrêmement complexe. La Suisse en tant que pays important sur le plan du commerce et de l'économie voit les choses avec une certaine anxiété. Nous ne sommes pas sûrs qu'en 3 semaines on pourra achever beaucoup de choses. Nous travaillons dans le cadre de l'OCDE, étant membre de cette organisation. Nous craignons toutefois que si la question est abordée dans trop de forums différents, cela ne fasse pas avancer une solution, mais "let's hope for the best!".

M. Petric: Chaque pays aux Nations Unies, pourra expliquer sa position et ce sera déjà un grand pas en avant. Il faudra faire ensuite un grand effort d'harmonisation.



M. Thalmann: L'embargo aura été un signal salutaire pour les pays industrialisés, le gaspillage d'énergie par exemple! La Suisse dépend entièrement de l'étranger à ce sujet. Elle est donc très sensible à toutes ces questions.

#### V. CSCE:

M. Thalmann aborde alors la question de la CSCE et pose la question de savoir si l'Union soviétique, afin d'arriver au Sommet d'Helsinki qu'elle souhaite avec force, adoucira sa position.

M. Petric: Les Américains et les Russes semblent s'être déjà mis d'accord au sujet d'Helsinki, ce qui a rendu furieux le Président Pompidou lors de sa rencontre avec Brejnev à Pitsounda. La Yougoslavie n'est pas en faveur d'une rencontre de chefs d'Etat, mais n'est au fond pas absolument opposée à un tel "meeting". Nous constatons que les buts des super-puissances et les nôtres sont loin d'être les mêmes. Les Russes ne veulent en aucune façon laisser l'impression qu'ils ont perdu la face et qu'ils ont cédé aux USA. Là réside tout le problème. Il se félicite de la compréhension qui s'est établie entre nos délégations à Genève. Il termine ce chapitre en disant que la Yougoslavie ne souhaite tout de même pas que cette Conférence continue "for ever".

Le monde est plus "interdépendant" que jamais. Il est impossible à un Etat de passer à côté des problèmes des autres Etats. La paix est indivisible. Elle le sera de plus en plus. Il faut donc avoir, et les grandes puissances l'ont d'ailleurs bien compris, une politique globale. Nous devons maintenir les contacts nous mieux connaître, lire, nous documenter.. Nous devons, même si nous sommes petits, ne pas sous-estimer nos possibilités et surtout ne pas surestimer les grandes puissances vulnérables elles aussi - voir les Etats-Unis au Vietnam . La politique de paix poursuivie par Brejnev, la détente, - l'URSS a besoin d'une longue paix pour bâtir son économie - ne doit pas être "accepted for granted". Ce serait là un jeu bien dangereux, car en cas d'échec

tout s'écroulerait. Et de répéter en conclusion: "Il ne faut pas laisser le monde aux mains des super-puissances."

M. Petric remercie alors l'Ambassadeur Thalmann pour son accueil et son hospitalité et prie ce dernier de l'excuser pour cette visite un peu impromptue et qui avait dû être remise une première fois à cause de la maladie du Ministre des affaires étrangères yougoslave.

M. Thalmann remercie à son tour en soulignant combien de tels entretiens sont importants pour mieux se comprendre et se connaître.